

Agriculture

M. Kilgour: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Cette allégation est absolument inexacte. Il se trouve que je travaille dans l'élevage.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan).

M. Whelan: Oui, je peux imaginer ce que le député fait dans l'élevage. Je peux m'imaginer pour quelle raison.

Quoi qu'il en soit, je tiens uniquement à dire que les éleveurs ont demandé le type de système qu'ils ont présentement et ce sont eux qui en subissent les conséquences. Ce n'est pas de ma faute si les Américains n'ont même pas atteint le tiers des quotas que nous leur avons fixés; par contre, ils exercent des représailles en ce qui concerne le veau, le porc, et d'autres produits encore. C'est ce que je veux dire quand j'affirme que le système commercial ne fonctionne pas comme il le devrait.

M. Kilgour: Tu ne sais pas de quoi tu parles, Eugène!

M. Whelan: Le système de libre marché ne fonctionne pas du tout et il a eu un effet néfaste, non prévu, sur la vente du bétail.

M. Kilgour: Nationalise, Eugène!

M. Whelan: La surproduction de viande de porc, au Canada, a aussi eu un effet néfaste sur la vente des autres viandes consommées au Canada, que ce soit la volaille ou le bœuf. Voilà ce que donne le système productif de libre marché.

M. Kilgour: Alors, nationalisons ce secteur!

M. Whelan: Certains des éleveurs les plus productifs au Canada souffrent inutilement, non pas parce qu'ils ne produisent pas assez, mais bien parce qu'ils mettent une trop grande quantité de leurs produits sur le marché. En somme, ce que proposent certains députés, c'est de subventionner l'économie américaine parce que, par exemple, des éleveurs de porcs...

M. Kilgour: Balivernes!

M. Whelan:... font faillite. En fait, quelque 30 p. 100 de la production est exportée aux États-Unis. Or, les éleveurs la vendent aux États-Unis à un prix inférieur à leur coût de production et ils viennent ensuite demander au gouvernement fédéral de les aider financièrement. Nous n'allons pas leur montrer quoi faire en leur octroyant des subventions. Ils prennent eux-mêmes leurs décisions. Après tout, ce sont des institutions canadiennes de crédit qui leur ont prêté de l'argent.

Dès le début, la Société du crédit agricole devait être le prêteur de dernier recours. Elle devait étudier les demandes de prêts qui avaient été refusées par toutes les autres institutions de crédit. Nous avons ainsi encouragé les institutions privées à accorder des prêts. Il est évident toutefois que beaucoup d'entre elles ne savaient pas ce qu'elles faisaient et ne connaissaient rien à l'agriculture. Elles ont en effet consenti des prêts considérables à ces gens.

Quand on parle d'une exploitation agricole à qui l'on accorde de l'argent à court terme et qui paie \$80,000 d'intérêt par an, il ne s'agit évidemment pas d'une ferme ordinaire. Je parle de certains de ces jeunes exploitants agricoles qui paient peut-être \$80,000 d'intérêt par an et qui voient les banques les saisir cette année parce qu'elles ont peur. Je prétends que ces dernières devraient leur accorder un répit, car je suis convaincu que certains de ces producteurs de viande rouge vont se ressaisir mais il faut leur donner le temps de se reprendre. Quoi qu'il en soit, ils ont besoin d'un meilleur système de commercialisation que celui qui existe actuellement.

J'ai probablement autant travaillé la terre dans ce pays que n'importe qui d'autre, autant en tout cas que beaucoup d'agriculteurs et même plus que la plupart d'entre eux. Il nous est arrivé de parler avec des organisations agricoles, des groupes de l'agro-alimentaire ayant des préoccupations particulières, des associations d'entraide, elles sont nombreuses, des chambres de commerce, etc. Nous nous sommes entretenus avec eux de la politique agricole pour savoir ce qu'ils en pensaient.

M. Kilgour: C'est extraordinaire!

M. Whelan:... pour savoir ce qu'ils en pensaient.

M. Kilgour: Collez au sujet, Gene, et ne passez pas votre temps à vous faire mousser, d'accord?

M. Whelan: Eh bien, monsieur l'Orateur, vous avez un assistant de l'autre côté qui semble vouloir prendre votre fauteuil. Je ne sais pas, mais Votre Honneur devrait peut-être le lui offrir parce que le député semble être expert en tout.

M. Kilgour: Parlez de la motion, Gene.

M. Whelan: L'honorable représentant prodigue à Votre Honneur de petits conseils gratuits qui valent à peu près autant que lui.

M. Kilgour: C'est vraiment fantastique!

M. Whelan: Ainsi, dans la plupart des cas, mes discours sont imprimés. Je dois dire qu'on les remet à la presse ainsi qu'à toute une gamme de personnes qui s'y intéressent. Je suis sûr que le nom du député du Nouveau parti démocratique qui siège en face de moi figure aussi sur la liste d'envoi. Quand je lis ce qu'il propose d'inclure dans la politique agricole de notre grand pays, j'ai l'impression de lire l'un de mes discours. C'est sans doute là que l'hon. représentant puise ses idées.

M. Kilgour: Asseyez-vous, Gene!

M. Whelan: Il est très facile de voir et de comprendre que nos vis-à-vis néo-démocrates n'ont jamais eu l'occasion d'être au pouvoir et de former le gouvernement. Concrétiser des politiques par des lois, des plans et des programmes n'est pas une chose qu'on réalise du jour au lendemain. Nous sommes un gouvernement responsable et représentatif et les lois doivent être étudiées et approuvées par les Communes et le Sénat. Et, en ce qui concerne l'agriculture, il faut se rappeler que nous formons une confédération de provinces. Chacun des dix gouvernements dispose d'une juridiction et d'une autorité appréciables en matière de politique agricole.

M. Kilgour: Bravo!

M. Whelan: Nous travaillons en étroite collaboration. Le député de Huron-Bruce a parlé de stabilisation. Il y a déjà plus de deux ans que j'ai proposé aux provinces d'élaborer un programme nationale de stabilisation. Dans le but d'en uniformiser les modalités. Tout comme moi, le député sait très bien ce que les organismes agricoles ont dit du programme Whelan à ce moment-là. On a dit qu'il était trop rentable, favoriserait trop la production. Il impliquait la participation et des producteurs et du gouvernement fédéral. Une seule province était prête à l'accepter et c'est notre province commune, l'Ontario. Celle-ci trouvait le programme avantageux mais le reste du Canada est resté indifférent et nous en sommes resté là. Aujourd'hui, si j'en juge par les télégrammes, les lettres et les délégations que je reçois, on réclame un tel programme. Cependant, on l'avait déjà proposé il y a deux ans. Nous